

# CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**  
N. 72

## ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA QUARANTANOVESIMA SESSIONE ORDINARIA  
(Strasburgo, 2-4 giugno 2003)

Raccomandazione n. 729 (1)  
Sulle attività spaziali europee in materia di difesa e sviluppo  
dell'autonomia nel campo dei lanciatori

Annunziata il 2 ottobre 2003

L'ASSEMBLEE,

(i) Considérant que, pour acquérir son autonomie de décision et disposer du renseignement et des technologies nécessaires au maintien de sa liberté et de son indépendance d'action, l'Europe doit accroître son effort spatial dans le domaine de la sécurité et la défense;

(ii) Constatant que des ambitions purement nationales dans le domaine spatial se révéleront insuffisantes et qu'en ce qui

concerne l'interopérabilité nécessaire, de telles initiatives vont à l'encontre de la dynamique impulsée par les systèmes C4I;

(iii) Soulignant que l'espace constitue un domaine stratégique dans la mesure où il contribue à la maîtrise de l'information et à l'autonomie de décision;

(iv) Constatant que la diminution des budgets européens de défense, la faiblesse des investissements de nombreux Etats européens dans les programmes spatiaux et la préférence d'autres pays pour la coopération transatlantique risquent de faire perdre à l'Europe toute marge de manoeuvre décisionnelle;

(1) Adoptée par l'Assemblée sans modification le 4 juin 2003, au cours de la quatrième séance.

(v) Considérant que, pour se construire, l'Europe de la défense a besoin d'une ligne politique claire et cohérente et que, pour perdurer, l'Europe de l'espace doit clarifier ses objectifs, ses institutions et ses moyens et que l'indépendance spatiale ne sera possible qu'avec une forte volonté politique;

(vi) Rappelant qu'à Helsinki, Feira et Nice, le Conseil européen a exprimé la ferme volonté de doter l'UE d'une capacité d'action autonome dans la gestion des crises et qu'à Helsinki, il a fixé l'objectif global en termes de capacités militaires;

(vii) Estimant que l'UE va ainsi disposer d'une capacité autonome de décision et d'action dans le domaine de la défense et qu'en conséquence, des moyens militaires seront prêts à être déployés et des objectifs collectifs de capacités en matière de commandement et de contrôle, de renseignement, de capacité de projection seront mis au point — ces capacités constituant précisément les bases du dispositif institutionnel préalable à toute politique spatiale;

(viii) Soulignant que les moyens spatiaux présentent un triple avantage sur n'importe quel théâtre d'opérations car ils permettent aux militaires de connaître avec précision leur position sur le terrain; ils constituent un élément de dissuasion pour un agresseur potentiel, qui peut être très rapidement identifié par les satellites d'observation, et ils permettent enfin d'intervenir rapidement en tout point de la planète;

(ix) Se félicitant de l'élaboration d'une stratégie spatiale européenne visant à assurer la cohérence et la complémentarité des activités en explorant les possibilités offertes par la dualité technologique, garante de la réduction des coûts et de l'efficacité scientifique, et en étudiant les moyens d'améliorer la coordination des capacités d'observation, de télécommunications et de surveillance dont dispose chaque Etat;

(x) Saluant également l'élaboration du Livre vert de la Commission européenne

en collaboration avec l'Agence spatiale européenne (ESA), qui vise à relancer le débat sur l'espace européen et qui souligne que l'espace est devenu une composante essentielle pour la réalisation des objectifs et des politiques de l'Europe et que les applications spatiales apportent des réponses aux nouveaux besoins de sécurité;

(xi) Considérant que le programme Galileo illustre cette nouvelle approche et souligne la nécessité d'un rôle accru de l'UE dans les questions relatives à l'espace;

(xii) Constatant que l'Agence spatiale européenne, grâce aux connaissances uniques qu'elle a acquises, a joué un rôle essentiel de coordination des efforts de l'Europe pour consolider sa base industrielle et atteindre l'indépendance technologique;

(xiii) Soulignant que la Commission européenne a aujourd'hui un grand rôle à jouer aux côtés de l'ESA et de ses Etats membres et que la mise en place d'une véritable politique spatiale européenne passe par un rapprochement entre ces deux institutions ainsi que par une clarification de leurs missions;

(xiv) Considérant, par ailleurs, que pour que l'Europe ait un avenir en matière spatiale, elle doit s'appliquer à développer les systèmes d'observation, d'écoute, d'alerte précoce, de télécommunications et de navigation qui lui permettront de s'imposer comme une puissance spatiale crédible et autonome;

(xv) Constatant qu'en optant pour des systèmes nationaux, les pays européens ont dû consentir de lourds investissements pour l'acquisition de capacités redondantes;

(xvi) Notant que la coopération tend à se développer dans le domaine de l'observation, mais que les progrès réalisés demeurent insuffisants;

(xvii) Rappelant, à cet égard, le mandat du Conseil des ministres de l'UEO, réuni à Madrid en 1995, concernant l'évaluation des possibilités de participation à un pro-

gramme multilatéral européen d'observation spatiale;

(xviii) Regrettant qu'après le transfert à l'UE du Centre satellitaire de Torrejón, aucune suite n'ait été donnée à cette décision;

(xix) Soulignant que l'objectif du Centre satellitaire de l'UE est d'aider à la prise de décisions de l'Union dans le contexte de la PESC et plus particulièrement de la PESD, en fournissant des données résultant de l'analyse de l'imagerie satellitaire et des informations collatérales;

(xx) Constatant, d'autre part, que la maîtrise de l'espace implique des capacités non seulement dans le domaine des satellites mais également dans celui des lanceurs, et que l'Europe doit s'appuyer sur une capacité de lancement autonome;

(xxi) Appuyant la Résolution sur les orientations relatives à l'évolution de l'Agence spatiale européenne et à sa politique, adoptée en novembre 2001 par le Conseil de l'Agence au niveau ministériel, et en particulier son Chapitre VI sur la nécessité de restructurer le secteur européen des lanceurs en vue, notamment, de réduire les coûts et de mettre les besoins définis par l'ESA sur la base des analyses de marché en adéquation avec la définition de nouvelles activités de développement proposées par l'industrie;

(xxii) Constatant les difficultés financières rencontrées par Arianespace du fait du faible nombre de lancements réalisés en 2002, en raison principalement de la chute de la demande sur le marché mondial des satellites de télécommunications;

(xxiii) Soulignant qu'aux Etats-Unis, c'est le marché militaire qui soutient le marché civil, alors que c'est l'inverse qui se produit en Europe;

(xxiv) Regrettant le retard pris par le programme Galileo, à cause de divers problèmes, dont celui des retombées industrielles et économiques, ce qui conduit à soulever la question du « juste retour industriel » « et à envisager un » juste re-

tour global », à l'image de ce qui se fait dans le cadre de l'OCCAR (Organisation conjointe de coopération en matière d'armement);

(xxv) Considérant qu'il convient de clarifier les arrangements institutionnels dans le cadre de la relance d'une politique spatiale européenne;

(xxvi) Estimant que les industries aérospatiales européennes ont un rôle fondamental à jouer dans l'élaboration d'une politique spatiale européenne efficace;

(xxvii) Soulignant que, plus qu'une volonté financière, c'est une volonté politique dont l'Europe a besoin pour le développement de ses activités spatiales,

#### RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De prier les pays membres et les pays observateurs, en leur qualité de membres de l'Union européenne, de veiller à ce que l'UE, lors de l'élaboration du Livre blanc sur la politique spatiale européenne, tienne compte des facteurs suivants:

(a) l'importance du domaine spatial dans la défense européenne en vue d'assurer l'indépendance stratégique de l'UE;

(b) l'indispensable clarification institutionnelle de l'Europe spatiale, c'est-à-dire la redéfinition des organismes nationaux et européens chargés des projets et des programmes spatiaux;

(c) l'élaboration d'un cadre de coopération entre la Commission européenne et l'ESA qui rende les activités spatiales plus cohérentes, en particulier au regard des politiques de l'Union;

(d) l'adaptation des intervenants institutionnels – la Commission, l'ESA, les agences nationales – à la nouvelle situation, comme l'a fait l'industrie sous la pression internationale ou à l'instigation des Etats;

(e) la nécessité d'une coopération étroite entre politiques et industriels, encourageant la présence de ces derniers auprès des décideurs en vue de progresser

conjointement sur la voie d'une politique spatiale cohérente;

2. De prier également les pays membres et les pays observateurs, en leur qualité de membres de l'Union européenne, de veiller à ce que l'UE prenne des mesures tendant à:

(a) créer une agence spatiale de défense à laquelle trois missions seraient imparties:

la définition des besoins opérationnels;

la conduite et le développement des programmes spatiaux;

la mise en oeuvre des segments sol utilisateur et l'exploitation des systèmes;

(b) renforcer le rôle du Centre satellitaire de l'UE au sein de la PESD et

plus particulièrement de la PESD, ce qui implique:

sa participation au Plan d'action européen sur les capacités (ECAP), ainsi qu'à tout forum européen s'intéressant aux activités spatiales de sécurité et de défense;

l'augmentation de son budget et de son personnel;

sa participation à un programme multilatéral européen d'observation spatiale, comme l'avait déjà envisagé le Conseil des ministres de l'UEO en 1995;

3. D'encourager les Etats de l'UEO qui font partie de l'ESA à trouver une solution satisfaisante et immédiate aux problèmes financiers que connaît le programme de lanceurs Ariane, en vue de garantir à l'Europe un accès autonome et fiable à l'espace.

**N. B. Traduzione non ufficiale**

## Raccomandazione n. 729 (1)

## Sulle attività spaziali europee in materia di difesa e sviluppo dell'autonomia nel campo dei lanciatori

L'ASSEMBLEA,

(i) Considerato che, per acquisire la propria autonomia di decisione e disporre delle informazioni e delle tecnologie necessarie al mantenimento della libertà e indipendenza d'azione, l'Europa deve accrescere il proprio sforzo spaziale nel campo della sicurezza e della difesa;

(ii) Constatato che ambizioni puramente nazionali nel campo spaziale si riveleranno insufficienti e per quanto riguarda l'interoperabilità necessaria di tali iniziative vanno in senso contrario alla dinamica promossa dai sistemi C4I;

(iii) Sottolineato che lo spazio costituisce un campo strategico nella misura in cui contribuisce alla gestione dell'informazione e all'autonomia decisionale;

(iv) Constatato che la diminuzione dei bilanci europei per la difesa, la scarsità di investimenti in numerosi Stati europei nei programmi spaziali e la preferenza di altri paesi per la cooperazione transatlantica rischiano di far perdere all'Europa qualsiasi margine di manovra decisionale;

(v) Considerato che, per costruirsi, l'Europa della difesa ha bisogno di una linea chiara e coerente e che, per durare, l'Eu-

ropa dello spazio deve chiarire gli obiettivi, le istituzioni e i mezzi e che l'indipendenza spaziale sarà possibile solo con una forte volontà politica;

(vi) Ricordando che a Helsinki, Feira e Nizza, il Consiglio europeo ha espresso la ferma volontà di dotare l'UE di una capacità di azione autonoma nella gestione delle crisi e che a Helsinki ha fissato l'obiettivo globale in termini di capacità militari;

(vii) Ritenendo che l'UE potrà così disporre di una autonoma capacità di decisione e di azione nel campo della difesa e che, di conseguenza, saranno pronti allo spiegamento mezzi militari e saranno messi a punto obiettivi collettivi di capacità in materia di comando e controllo, di informazione, di capacità di proiezione — queste capacità costituiranno precisamente le basi del dispositivo istituzionale preliminare a qualsiasi politica spaziale;

(viii) Sottolineando che i mezzi spaziali rappresentano un triplo vantaggio su qualsiasi teatro di operazioni, poiché permettono ai militari di conoscere con precisione la loro posizione sul terreno; costituiscono un elemento di dissuasione per un aggressore potenziale che può essere identificato molto rapidamente dai satelliti di osservazione e permettono infine di intervenire rapidamente in ogni punto del pianeta;

(1) Adottata dall'Assemblea senza modifiche il 4 giugno 2003 nel corso della quarta seduta.

(ix) Esprimono soddisfazione per l'elaborazione di una strategia spaziale europea tesa ad assicurare la coerenza e la complementarietà delle attività, analizzando le possibilità offerente dalle tecnologie duali, garanzia di una riduzione dei costi e di efficacia scientifica, e studiando i mezzi per migliorare il coordinamento delle capacità di osservazione, di telecomunicazione e di sorveglianza di cui dispone ciascuno Stato;

(x) Accogliendo con favore anche l'elaborazione del Libro verde della Commissione europea in collaborazione con l'Agenzia spaziale europea (ESA), che è teso a rilanciare il dibattito sullo spazio europeo e che sottolinea che lo spazio è diventato una componente essenziale per la realizzazione degli obiettivi e delle politiche europee e che le applicazioni spaziali forniscono risposte alle nuove esigenze in materia di sicurezza;

(xi) Considerato che il programma Galileo esplicita questo nuovo approccio e sottolinea la necessità di un accresciuto ruolo dell'UE nelle tematiche spaziali;

(xii) Constatato che l'Agenzia spaziale europea, grazie alle conoscenze uniche da essa acquisite, ha svolto un essenziale ruolo di coordinamento degli sforzi compiuti dall'Europa per consolidare la sua base industriale e raggiungere l'indipendenza tecnologica;

(xiii) Sottolineato che la Commissione europea può svolgere oggi un grande ruolo, accanto all'ESA e agli Stati membri, e che il varo di una vera politica spaziale europea necessita di un avvicinamento tra queste due istituzioni, oltre che di un chiarimento sul loro mandato;

(xiv) Considerato, d'altronde, che l'Europa, se vuole avere un futuro in campo spaziale, deve dedicarsi a sviluppare i sistemi di osservazione, ascolto, allerta precoce, telecomunicazioni e navigazione che le permetteranno di imporsi come potenza spaziale autonoma e credibile;

(xv) Preso atto che, optando per sistemi nazionali, i paesi europei si sono sobbarcati grossi investimenti per acquisire capacità in eccesso;

(xvi) Constatato che nel campo dell'osservazione la cooperazione tende a svilupparsi, ma i progressi realizzati rimangono insufficienti;

(xvii) Richiamato a tal proposito il mandato del Consiglio dei Ministri della UEO di Madrid 1995, sulla valutazione delle possibilità di partecipazione a un programma multilaterale europeo di osservazione spaziale;

(xviii) Rammaricandosi che dopo il trasferimento alla UE del Centro satellitare di Torrejon quella decisione non abbia avuto nessun seguito;

(xix) Sottolineato che l'obiettivo del Centro satellitare della UE è di contribuire alla presa di decisioni dell'Unione nel contesto della PESC e più in particolare della PESD, fornendo dati derivanti dall'analisi delle immagini satellitari e dalle informazioni collaterali;

(xx) Constatato d'altronde che il controllo dello spazio richiede delle capacità non solo nel campo dei satelliti ma anche in quello dei lanciatori, e che l'Europa deve basarsi su di una capacità di lancio autonoma;

(xxi) Approvando la Risoluzione sugli orientamenti relativi all'evoluzione dell'Agenzia Spaziale europea e alla sua politica, adottata nel novembre 2001 dal Consiglio dell'Agenzia a livello ministeriale, e in particolare il capitolo VI sulla necessità di ristrutturare il settore europeo dei lanciatori, specialmente al fine di ridurre i costi e mettere i bisogni definiti dall'ESA su una base di analisi di mercato, in via di adeguamento con la definizione di nuove attività di sviluppo proposte dall'industria;

(xxii) Constate le difficoltà finanziarie incontrate da Arianespace per il ridotto numero di lanci realizzati nel 2002, a causa principalmente della caduta della domanda sul mercato mondiale sei satelliti di telecomunicazione;

(xxiii) Sottolineato che negli USA è il mercato militare che sostiene quello civile, mentre in Europa avviene l'inverso;

(xxiv) Rammaricandosi per il ritardo del programma Galileo, per diversi problemi, tra cui quello delle ricadute industriali ed economiche, il che porta a sollevare la questione del « giusto ritorno industriale » e a prospettare un « giusto ritorno globale », sull'esempio di quello che si fa nell'ambito dell'OCCAR (Organizzazione congiunta di cooperazione in materia di armamenti);

(xxv) Considerato che conviene chiarire le competenze istituzionali nel quadro del rilancio di una politica statale europea;

(xxvi) Ritenendo che le industrie aerospaziali europee hanno un ruolo fondamentale da svolgere nella elaborazione di una efficace politica spaziale europea;

(xxvii) Sottolineato che, per lo sviluppo delle sue attività aerospaziali, più che di una volontà finanziaria l'Europa ha bisogno di una volontà politica,

#### RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. di esortare i paesi membri e i paesi osservatori, nella loro qualità di membri dell'Unione europea, a curare che l'UE, in occasione della elaborazione del Libro bianco sulla politica spaziale europea, tenga conto dei seguenti fattori:

(a) l'importanza del settore spaziale nella difesa europea, al fine di assicurare l'indipendenza strategica della UE;

(b) il necessario chiarimento istituzionale dell'Europa spaziale, cioè la ridefinizione degli organismi nazionali ed eu-

ropei aventi mandato per progetti e programmi spaziali;

(c) l'elaborazione di un quadro di cooperazione tra la Commissione europea e l'ESA che renda più coerenti le attività spaziali, con riguardo particolarmente alle politiche dell'Unione;

(d) l'adattamento dei soggetti istituzionali – Commissione, ESA, agenzie nazionali – alla nuova situazione, così come ha fatto l'industria sotto la pressione internazionale o dietro incitamento da parte degli Stati;

(e) la necessità di una stretta cooperazione tra politici e industriali, che incoraggi la presenza di questi ultimi accanto ai decisori, al fine di progredire in maniera congiunta sulla strada di una politica spaziale coerente;

2. di esortare tanto i paesi membri che i paesi osservatori, nella loro qualità di membri dell'Unione europea, a curare che l'UE adotti misure miranti a:

(a) creare una agenzia spaziale di difesa cui siano affidati tre mandati:

definizione delle necessità operative;

conduzione e sviluppo dei programmi spaziali;

messa in opera degli utilizzatori di segmenti a terra e sfruttamento dei sistemi;

(b) rafforzare il ruolo del Centro satellitare della UE in seno alla PESC e più specificatamente alla PESD, il che comporta:

la sua partecipazione al Piano d'azione europeo sulle capacità (ECAP), come ad ogni altro forum europeo che si occupi di attività spaziali di sicurezza e difesa;

l'aumento del suo bilancio e del suo personale;

la sua partecipazione a un programma multilaterale europeo di osservazione spaziale, come già era stato prospettato dal Consiglio dei ministri UEO del 1995;

3. di incoraggiare gli Stati della UEO che fanno parte dell'ESA affinché trovino una soluzione soddisfacente e immediata ai problemi finanziari vissuti dal programma di lanciatori Ariane, al fine di garantire all'Europa un accesso allo spazio autonomo e affidabile.